

RiMe

Rivista dell'Istituto
di Storia dell'Europa Mediterranea

ISSN 2035-794X

numero 8, giugno 2012

Le microcrédit, instrument d'endiguer la pauvreté: l'expérience dans le monde arabe

Ridha Gouia

Direttore responsabile

Antonella EMINA

Direttore editoriale

Luciano GALLINARI

Segreteria di redazione

Esther MARTÍ SENTAÑES

Comitato di redazione

Grazia BIORCI, Maria Eugenia CADEDDU, Monica CINI, Alessandra CIOPPI,
Yvonne FRACASSETTI, Raoudha GUEMARA, Maurizio LUPO,
Alberto MARTINENGO, Maria Grazia Rosaria MELE, Maria Giuseppina MELONI,
Sebastiana NOCCO, Michele M. RABÀ, Riccardo REGIS, Oscar SANGUINETTI,
Giovanni SERRELI, Giovanni SINI, Luisa SPAGNOLI, Patrizia SPINATO BRUSCHI,
Massimo VIGLIONE, Isabella Maria ZOPPI

Comitato scientifico

Luis ADÃO DA FONSECA, Sergio BELARDINELLI, Michele BRONDINO,
Lucio CARACCILO, Dino COFRANCESCO, Daniela COLI,
Miguel Ángel DE BUNES IBARRA, Antonio DONNO, Giorgio ISRAEL, Ada LONNI,
Massimo MIGLIO, Anna Paola MOSSETTO, Michela NACCI, Emilia PERASSI,
Adeline RUCQUOI, Flocel SABATÉ i CURULL, Gianni VATTIMO,
Cristina VERA DE FLACHS, Sergio ZOPPI

Comitato di lettura

In accordo con i membri del Comitato scientifico, la Direzione di RiMe sottopone a referee, in forma anonima, tutti i contributi ricevuti per la pubblicazione

Responsabile del sito

Claudia FIRINO

RiMe – Rivista dell'Istituto di Storia dell'Europa Mediterranea (<http://rime.to.cnr.it>)

Direzione: via S. Ottavio, 20 - 10124 TORINO - I

Tel. +39 011670 3790 - Fax +39 0118124359

Segreteria editoriale: via G.B. Tuveri 128 - 09129 CAGLIARI - I

Telefono: +39 0704036 35 / 70 - Fax: +39 070498118

Redazione: rime@isem.cnr.it (invio contributi)

Indice

Damiano Anedda	
<i>Le cappelle medievali della Cattedrale di Santa Maria di Castello a Cagliari. Edificazione, occlusione, restauro</i>	5-34
Lilian Pestre de Almeida	
<i>De Fez à Loreto, en passant par Malte, avant le départ vers les Indes ou Le trajet d'un prince marocain converti, selon Calderón de la Barca</i>	35-49

Dossier

L'altra riva del Río de la Plata: migrazioni, flussi e scambi tra Italia e Uruguay

a cura di

Martino Contu e Luciano Gallinari

Martino Contu - Luciano Gallinari	
<i>Introduzione</i>	53-56
Martino Contu	
<i>I Charrúas e altri indigeni dell'Uruguay nei racconti di alcuni missionari sardo-iberici del XVII e XVIII secolo e di viaggiatori, docenti e immigrati italiani dell'Ottocento</i>	57-101
Giampaolo Atzei	
<i>La comunità italiana in Uruguay nella seconda metà dell'ottocento: invito all'emigrazione e testimonianza nel libro "Montevideo e la Repubblica dell'Uruguay" di Giosuè E. Bordoni (1885)</i>	103-135
Diego Simini	
<i>Italiani e italianismi nei testi teatrali di Florencio Sánchez</i>	137-161
Manuela Garau	
<i>Fonti bibliografiche dell'emigrazione sarda in Uruguay e dei rapporti sardo-uruguaiani nella più recente storiografia (2006-2012)</i>	163-189
Serena Ferraiolo - Claudia Avitabile	
<i>Italia-Uruguay nel Centro Studi Americanistici "Circolo Amerindiano" onlus. La letteratura diventa denuncia</i>	191-199

Focus
**Tunisia, un anno dopo...
un paradigma di modernità a rischio**

a cura di

Raoudha Guemara, Yvonne Fracassetti e Michele Brondino

Antonella Emina	203
<i>Premessa</i>	
Michele Brondino - Yvonne Fracassetti	205-253
<i>Dalla rivolta tunisina alla primavera araba: tra tradizione e modernità</i>	
Hassen Annabi	255-262
<i>Médias étrangers et révolutions arabes (Le cas de la Tunisie)</i>	
Raoudha Guemara	263-300
<i>La donna tunisina tra legge musulmana, Codice dello Statuto Personale e il dopo Rivoluzione</i>	
Sadok Belaid	301-313
<i>La 'divine surprise'</i>	
Ali Mezghani	315-324
<i>La Charia source de la législation? Signification et portée</i>	
Abdelmajid Charfi	325-331
<i>L'islamisme n'a aucun avenir</i>	
Ridha Gouia	333-360
<i>Le microcrédit, instrument d'endiguer la pauvreté: l'expérience dans le monde arabe</i>	

Recensioni

Grazia Biorci	363-365
<i>Percorsi Migranti</i> , a cura di Giovanni Carlo Bruno - Immacolata Caruso - Manuela Sanna - Immacolata Vellecco, Milano, Mc Graw-Hill, 2011	

Le microcrédit, instrument d'endiguer la pauvreté: l'expérience dans le monde arabe

Ridha Gouia

Résumé

Ces dernières années, les agences de développement commencent à repenser certains aspects de leur politique d'aide au développement. Le chômage, la pauvreté grandissante, l'absence d'efficacité des pratiques traditionnelles d'aide au développement, tous ces facteurs imposent une réallocation des budgets au profit du développement économique et social et un changement de stratégie des intervenants.

Face à cette situation, la microfinance paraît nécessaire (mais pas suffisante) pour lutter contre le chômage, donc contre la pauvreté, dans ces pays. Certes, le secteur de la micro-entreprise n'est pas un phénomène nouveau, mais à l'échelle arabe, il s'agit d'un secteur jeune et en pleine expansion. Ce secteur qui reflète une réaction des populations pauvres face à la situation d'endettement et de crise économique mérite d'être étudié.

Telle est la préoccupation centrale de cet article où il s'agit d'une analyse d'un état des lieux de la situation des Institutions de Microfinance (IMF) des pays arabes en vue de tenter d'évaluer leur performances, de dégager leurs caractéristiques communes, de souligner leur rôle dans la lutte contre la pauvreté et le chômage, enfin de savoir à quel point elles répondent aux caractéristiques socio-économiques

Astract

These last years agencies of development begin to reconsider seriously certain aspects of their help politics to the development. The jobless, the growing of the poverty, the obvious absence of efficiency of the traditional practices of help to the development, impose an available budget reallocation and an important change of strategy and attitude of intervening parties.

Facing this situation, the microfinance appears like a necessary condition (but not sufficient) to fight against the poverty in these countries. Certainly, the sector of the micro-enterprise is not a new phenomenon, but for the Arabian level, it is a young sector and in full expansion. This sector that reflects a reaction of the poor populations facing the situation of indebtedness and economic crisis deserves to be studied with a lot of interest.

Such is the central preoccupation of this paper where it is about an analysis of a state of places of the situation of microfinance institutions (MFI) of the Arabian countries in view to tempt to value their performances, to clear their common features, to underline their role in the struggle against the poverty and to know to what point they answer to the socioeconomic features of a true «Bank of Solidarity»

d'une «Banque de Solidarité» et ce, après avoir exposé au préalable les principes de la microfinance d'un côté et de la *Grameen Bank* comme modèle de base des institutions de microfinance à l'échelle mondiale, d'un autre côté.

Mots clés

Chômage, Microfinance, Pauvreté.

and that, after having exposed microfinance's principles beforehand on one hand and of the *Grameen Bank* as model of microfinance institutions basis to the world ladder, of another side.

Key words

Unemployment, Microfinance, Poverty.

1. Introduction

Aujourd'hui, un milliard d'être humains dans le monde vivent avec un peu plus de un (1) dollar par jour, seuil de pauvreté extrême et trois (3) milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars, seuil de pauvreté généralement utilisé¹. Cette situation ne semble pas s'améliorer dans un proche avenir surtout avec les retombées de la crise économique et financière qui a provoqué la chute de 10% du commerce mondial, la croissance vertigineuse du chômage², un retrait des projets d'investissement surtout dans les pays en développement et l'affaiblissement des banques privées, ce qui rend le crédit bancaire destiné à l'investissement de plus en plus sélectif et rare³, chose qui ne présage pas une amélioration des conditions sociales des populations pauvres dans les pays.

¹ Plus particulièrement en Afrique, la pauvreté reste un défi crucial pour la région. En effet, sur les 936 millions de personnes vivant sur le continent, le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté national s'élève à 411 millions soit près de 44% de la population.

² Le taux de chômage dans le monde arabe est considéré comme le plus élevé dans le monde. Il est estimé par des études à 25% chez les jeunes et de 50% de la population ayant moins de 25 ans. L'apparition du chômage des jeunes diplômés ces dernières années constitue le phénomène le plus inquiétant.

³ En effet, selon des études récentes environ 80% de la population mondiale n'a pas accès aux services financiers.

C'est pour cette raison que dans une volonté de lutter contre la pauvreté, les acteurs du développement et les économistes à travers le monde sont à la recherche de nouveaux outils: la microfinance en est un. Selon la Banque Mondiale, cette microfinance consiste à octroyer des services financiers à des personnes en situation de précarité économique, impliquant le développement d'une activité productive (existante dans 90% des cas, nouvelle dans 10% des cas), le plus souvent dans l'artisanat, l'agriculture et dans le commerce. Dans ce contexte, le microcrédit regroupe tout un ensemble de prêts à court terme permettant la constitution d'un fonds de roulement et la constitution de petits investissements, tout comme le financement des activités d'extension de l'activité domestique. Il consiste à offrir à des familles en situation de précarité économique un crédit de faible montant pour les aider à s'engager dans des activités productives.

Certes, l'expérience de microcrédit ne date pas d'aujourd'hui puisque le modèle de *Grameen Bank* au Bangladesh, qui date de 1979, n'a pas cessé d'être transposé dans plus de 58 pays sur tous les continents, en Afrique, en Asie, en Australie, en Europe et en Amérique.

De même en Tunisie, la politique de développement s'est focalisée tôt sur l'éradication des poches de pauvreté dans le pays en donnant une attention particulière à la microfinance. Ainsi, plusieurs mesures et institutions ont vu le jour depuis quelques années afin de développer le microcrédit et accompagner par là, les efforts du secteur bancaire traditionnel. La Banque Tunisienne de Solidarité (BTS), le programme 21/21, ainsi que les ONG (Organisations Non Gouvernementales), ne sont que des exemples de cet effort de promouvoir la microfinance dans le pays.

Comme l'expérience de la *Grameen Bank* peut être considérée comme un modèle leader dans le domaine de la microfinance, nous allons nous poser une première question:

i/ Qu'est ce qui caractérise cette expérience de *Grameen Bank*, appelée souvent par «Banque du crédit solidaire» ou encore «la Banque des pauvres»?

Par la suite, comme l'expérience des pays arabes dans ce domaine est encore récente, donc peu connue, nous allons analyser:

ii/ ses spécificités afin de voir s'il y avait un rapprochement avec l'expérience bangladaise? Certes, nous sommes convaincus que les

conditions sociales et économiques sont extrêmement différentes, mais l'analyse des différentes expériences pourrait être bénéfique en termes de leçons à tirer.

Et dans une troisième partie, nous allons comprendre:

iii/ l'impact de la politique d'aide aux démunis à travers le micro-crédit en Tunisie sur le niveau de la pauvreté dans le pays. Dit autrement, la question qui se pose à ce stade de l'analyse est la suivante: les efforts fournis en matière de microfinance peuvent ils contribuer réellement à l'absorption du chômage et à la réduction de la pauvreté dans le pays?

C'est ainsi, qu'à partir des réponses aux questions posées, il est aisé de comprendre les principaux mécanismes de réussite de ce type de financement, surtout dans les pays arabes et les risques d'échec de cet outil sur lequel tant d'espoir sont mis pour éradiquer la pauvreté et contribuer à la réussite du processus de développement dans les pays.

2. La microfinance: un concept multidimensionnel

De part sa définition¹, la microfinance était initialement liée à la volonté politique et humanitaire (Bangladesh: *Grameen Bank*, 1977) de mettre fin à la pauvreté et de contribuer à réduire l'exclusion économique et sociale. Dès sa naissance, elle représentait une alternative aux formes de financement informel spéculative et une réponse à la réticence des institutions de financement classiques à desservir les pauvres.

Autrement dit, la microfinance permet aux femmes et aux hommes démunis de démarrer une petite activité génératrice de revenus: une micro-entreprise. Le prêt est ensuite remboursé grâce aux revenus des entreprises permettant aussi parfois d'en épargner une partie et de financer l'éducation de leurs enfants.

¹ Généralement, on entend par microfinance, l'offre de services financiers (micro-crédit) aux populations pauvres, exclues du système bancaire et sans ressource ni droit de propriété.

De même, elle s'inscrit dans le cadre du projet global de l'économie solidaire (finance solidaire) dans la mesure où elle contribue à

augmenter la capacité d'un groupe particulier de personnes à coopérer et à agir ensemble pour venir à bout du problème d'exclusion du système financier existant (traditionnel) et parvenir à un développement durable et équitable¹.

Les entreprises dites "solidaires", en même temps que leurs activités économiques, produisent de "l'intérêt général" (par exemple, la réinsertion de personnes en difficulté, de territoires marginalisés, de la promotion d'activités artisanales en cours de disparition...).

En gros, le rôle de la microfinance se résume en ces termes:

- Elle a pour *mission* d'utiliser l'outil financier pour un développement équitable et durable;
- Elle a pour *vision* à long terme d'augmenter le capital social. Ses acteurs sont multiples, ayant chacun des techniques et des comportements différents, agissent selon des modes différents, mais ensemble font émerger *une identité* spécifique de la finance solidaire;
- Ses *compétences* consistent à penser globalement à pouvoir fédérer des individus et des acteurs autour de l'activité financière, à connaître les besoins des entrepreneurs individuels et des communautés quelques soient leurs conditions économiques et sociales;
- Elle œuvre dans *un environnement* de pauvreté, d'exclusion ou de difficulté d'accès aux services financiers;
- Elle cherche à apporter une réponse aux trois crises majeures de la société: la crise de l'homme avec lui même, celle des hommes entre eux et celle de l'homme avec son environnement;
- Face à ces crises et *en renforçant le capital social*, c'est-à-dire en rapprochant l'homme et la société de leurs valeurs, elle contribue à créer les conditions d'un développement durable;

¹ M.O. Zahraoui, *Microfinance et pauvreté au Maroc: Outils d'évaluation et Impact*, l'Université Sidi Mohamed ben Abdellah Fès, Faculté polydisciplinaire –Taza-Maroc.

- Le métier du microfinancier consiste à financer des activités et des personnes, dans un cadre d'intérêt général, en veillant au respect du capital social.

3. Microfinance et lutte contre la pauvreté

La microfinance tient certainement son efficacité de sa philosophie à être autonome permettant aux pauvres de créer leurs propres emplois. En effet, malgré son statut social modeste, le pauvre a besoin d'être financé pour prospérer et sortir du cycle vicieux de la pauvreté. De là, et depuis quelques années, les agences de développement commencent à repenser sérieusement certains aspects de leur politique d'aide au développement pour lutter contre la pauvreté. Les encouragements se sont alors orientés vers la microfinance et la consolidation de ses outils et moyens disponibles.

Avant d'aborder l'importance de la microfinance en tant qu'outil de lutte contre la pauvreté, il est impératif de connaître les particularités et les caractéristiques de l'expérience du *Grameen Bank* au Bangladesh, première expérience réussie de ce type de financement. Ensuite, on s'interrogera sur l'innovation et la particularité que rapporte la microfinance en tant qu'outil et moyen de lutte contre la pauvreté.

4. *Grameen Bank*: origine et caractéristiques

C'est en 1976 que le jeune universitaire, révolté contre le taux d'usure pratiqué à la fois par les intermédiaires particuliers et par les banques bangladaises, Muhammad Yunus¹ lance le programme *Grameen* en prêtant lui-même 27 dollars à un groupe de quarante-deux femmes d'un petit village du Bangladesh (Jobra) afin qu'elles créent leurs propres activités économiques (ou micro-entreprises). Son objectif était: comment aider des personnes travailleuses, en pleine santé à

¹ M. Muhammad Yunus, docteur en économie de la *Vanderbilt University* aux États-Unis.

créer leur propre plus-value? Des gens pauvres, non par paresse ou par bêtise mais victimes d'une dépendance intense envers leurs créanciers et surtout faute de structures financières à vocation de les aider. La solution pour lui ne peut être qu'institutionnelle. Grâce à son projet de recherche, associé aux projets économiques et ruraux de l'université de Chittagong, le village de Jobra et d'autres villages avoisinants l'université furent les premiers à profiter des services de la *microfinance*, suivis par d'autres régions du pays.

La réussite de cette expérience a poussé le gouvernement à officialiser la création en 1983 de la *Grameen Bank* (littéralement: Banque des villages) qui ne cesse de prendre de l'importance: 5,7 milliards de dollars de prêts déboursés depuis sa création, 6,6 millions de clients au Bangladesh dont 95% sont des femmes, près de 1400 succursales, plus de 2100 agences dans plus de 50.000 villages et 17.400 employés. Ses taux de remboursement de près sont de l'ordre de 99 %.

Ainsi, il n'est pas exagéré d'affirmer que cette banque a permis de transformer la vie de millions de pauvres non seulement au Bangladesh, où 10% de la population en bénéficie¹, mais également dans le monde entier puisque son expérience est aujourd'hui reproduite avec succès dans une centaine de pays par environ 4.000 organismes d'aide au développement ou d'insertion sociale.

Généralement, nombre de caractéristiques sont attribuées à la méthode du microcrédit de cette banque que nous pouvons cerner comme suit et dont le rappel est assez important:

- Une simplicité de fonctionnement;
- Le remboursement correspond à un montant fixe et hebdomadaire;
- Les prêts accordés sont annuels à un taux d'intérêt de 20% soit 2% par semaine;

¹ La *Grameen Bank* déclare que plus de la moitié des emprunteurs au Bangladesh (près de 50 millions) sont sortis de la pauvreté grâce à leurs emprunts. Concrètement, tous les enfants en âge d'être scolarisés sont à l'école, tous les membres d'une famille mangent 3 repas par jour, ont des sanitaires, une maison étanche à la pluie, ont accès à l'eau potable, et sont capables de rembourser 300 taka par semaine (environ 3 euros).

- Un système bancaire basé sur la confiance (le recours à la justice pour insolvabilité n'existe pas) et les relations sont personnelles entre la banque et les emprunteurs;
- Le personnel de la *Grameen* est de terrain, principal espace de la formation du personnel;
- Le principe fondamental est celui de l'emprunteur-actionnaire (telle que la mutuelle en France ou les sociétés d'investissements de crédits immobiliers au Royaume-Uni). Les emprunteurs détiennent 92% du capital et les dividendes réalisés sont distribués en nature sous forme de logements et d'amélioration du niveau de vie des pauvres;
- Une diversité des secteurs d'interventions de la banque (plus de 500 activités);
- Un suivi technique et professionnel hebdomadaire et mensuel du projet d'emprunt afin de garantir le remboursement;
- Le rôle de la banque est loin d'être financier uniquement il s'agit d'un rôle social qui a pour objectifs l'amélioration du niveau de vie des emprunteurs et leur intégration dans le système socio-économique (amélioration des quartiers, du taux, de scolarisation des enfants, du niveau d'éducation, des espaces culturels et sportifs, etc.);
- C'est une banque en faveur des femmes (plus de 90%).

Ces principes ou caractéristiques forment la base du microcrédit de la *Grameen Bank* ainsi que sa propre stratégie financière face aux banques traditionnelles.

5. La microfinance en tant qu'outil de lutte contre la pauvreté mais aussi d'émancipation de la femme

Si le problème de la détermination du sujet de la microfinance est résolu, il reste celui de la définition de la population pauvre qui n'est pas forcément celui reconnu par les standards internationaux (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International...) qui déterminent le seuil de la pauvreté comme référence.

Dans ce cadre, les praticiens de la microfinance utilisent plusieurs méthodes pour identifier les individus les plus pauvres de la communauté. L'analyse de la richesse et des indices de logement repose

sur deux méthodes couramment utilisées pour l'identification des clients: (i) l'analyse de la richesse comporte un travail avec la communauté pour en classer les membres du plus aisé au plus pauvre (ii) et les indices de logement utilisent des indicateurs pour jauger le niveau de pauvreté des individus sur la base des matériaux de construction utilisés dans la partie externe de leur demeure.

Par ailleurs, s'il reste que la priorité générale de la microfinance est le client pauvre, l'accent est fortement mis sur le client pauvre de sexe féminin, car ce dernier représente une large masse marginalisée dans les pays en voie de développement et dont l'accès aux ressources financières est presque impossible. Ce regain d'intérêt pour la femme vient aussi du fait que les femmes affectent plus que les hommes leurs revenus au bien-être familial.

La population ciblée des institutions de microfinance est une population financièrement et socialement déshéritée; en particulier la femme qui est la plus touchée par la pauvreté et souffre d'une exploitation "intensive" surtout en milieu rural. La plupart des IMF au Maroc, à titre d'exemple, travaillent à raison de plus de 95% avec des femmes, voire 100% dans le cas de certaines Institutions marocaines.

La microfinance, comme un outil de financement non sexiste, apparaît alors de plus en plus comme un outil de promotion de la condition des pauvres hommes et surtout des femmes. Les objectifs visés en faveur des femmes sont multiples:

- Augmenter leurs revenus et faciliter leur indépendance financière;
- Stabiliser et professionnaliser leur activité entrepreneuriale;
- Améliorer, voire renforcer le statut de la femme au sein de la famille, renforcer l'estime qu'elles ont d'elles mêmes, ou encore favoriser leur capacité d'auto-organisation et donc d'expression et de revendication. La microfinance apparaît en quelque sorte comme un moyen d'augmenter l'autonomie et la liberté réelle des femmes.

Partant du constat que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel dont l'aspect monétaire n'est qu'une facette parmi tant d'autres, le besoin financier des pauvres est une réalité incontestable. À ce niveau, la microfinance constitue une satisfaction d'un besoin tant refusé aux pauvres par les systèmes classiques de financement.

Toutefois, pour être un instrument efficace de lutte contre la pauvreté, la microfinance doit savoir s'adapter aux conditions économiques et sociales spécifiques rencontrées dans le monde rural, dans les zones urbaines et surtout par les femmes pauvres.

Ainsi, quand il s'adresse à une frange spécifique de pauvres, par exemple les femmes, le microcrédit peut contribuer à renforcer leur position sociale et économique au sein de la société, mais pour se faire, il doit prendre en compte les obstacles spécifiques auxquelles elles sont confrontées, à savoir les barrières culturelles, leur responsabilités cumulées de mère et d'entrepreneur et les opportunités économiques réduites qui leurs sont ouvertes. Comme les micro-entreprises de femmes sont en général de taille plus modeste que celles des hommes et employant une main d'œuvre familiale (souvent à domicile), le microcrédit est le plus adopté à ce type de projets.

Enfin, le développement croissant du secteur, l'importance de la demande du microcrédit et le taux de remboursement enregistré auprès des IMF qui avoisine le 100% reflètent l'adaptation de cette activité à ce type de projets et constitue par ailleurs des indicateurs de base pour croire à un impact positif sur le niveau de vie des populations ciblées.

6. État des lieux des Institutions de Microfinance dans le monde arabe

Certes, le secteur de la microfinance dans le monde arabe est un secteur jeune, mais en pleine expansion. En effet, il se développe beaucoup plus rapidement que dans d'autres régions du monde. Malgré son jeune âge, il touche en moyenne une population plus importante que celle atteinte par le reste du monde et avec des prêts plus aptes aux besoins des couches pauvres. Son activité dégage un rendement qui dépasse les normes globales. On pourrait avancer même que la microfinance arabe a franchi la porte de la viabilité financière, grâce à un bas niveau de charges (surtout de gestion) et à l'inexistence de pertes sur son portefeuille client.

Par ailleurs, cette jeunesse du secteur se fait remarquer autrement. Le service aux clients reste limité au prêt, et même encore à des prêts pour micro-entreprises. L'offre de produits d'épargne est interdite

par la réglementation en vigueur dans la majorité des pays de la région. Les autres services, tels que le transfert d'argent et l'assurance sont inconnus des IMF arabes. Sans recours aux dépôts du public et avec faible accès aux emprunts bancaires, ces institutions restent souvent coupées de leurs secteurs financiers locaux. La majorité d'entre elles se financent par des subventions de bailleurs publics.

À l'échelle des pays, nous notons des divergences assez importantes dans ce domaine: alors que les expériences en matière de collecte de l'épargne se mènent au Yémen depuis plusieurs années, les banques commerciales égyptiennes, à l'aide des bailleurs publics, se lancent avec succès dans l'offre de micro-prêts à travers leur vaste infrastructure à rayonnement national. Les grandes institutions marocaines s'intègrent dans le paysage financier du pays en misant sur les banques, les fonds d'investissement et sur les institutions financières internationales pour le financement de leur croissance.

Cette divergence entre les IMF des pays arabes, quant à leurs insertions dans le paysage financier de leurs pays, ne nous a pas empêchés d'évaluer son stade de développement après avoir relevé les phases du développement des IMF dans le monde.

7. Les phases de développement du secteur dans le monde arabe

Pour pouvoir comprendre l'état d'évolution du secteur de microfinance dans les pays arabes, nous sommes amenés à comprendre les différentes phases de développement ou de maturité du secteur dans un pays donné. Pour ce faire, nous exposerons les quatre phases utilisées souvent par les bailleurs de fonds pour essayer, par la suite, d'appliquer cela sur l'évolution du secteur dans les pays arabes¹.

7.1. Phase de démarrage

¹ Notre source principale est la base fournie par le *MIXMARKET*. C'est une organisation à but non lucratif et dont la mission est d'aider à la création d'une infrastructure de marché en offrant des services de collecte de données, des benchmarks, des outils de suivi de performance et des services d'informations spécialisés. Le *MIX* émane d'un partenariat entre *CGAP*, *Citigroup Foundation*, *Deutsche Bank Americas Foundation*, *Open Society Institute*, *Rockdale Foundation* et d'autres. Voir le site web: <www.themix.org>.

Dans une première phase, des activités de microfinance semi formelles sont introduites en tant que projets pilotes. Les produits sont développés et testés sur le marché. L'accent est mis sur le renforcement de ressources humaines capables de délivrer des produits de crédit, donnant lieu à de bons remboursements. Lors de cette phase, les micro-entrepreneurs doivent être sensibilisés au respect des contrats signés entre les parties et à la solvabilité.

7.2. Phase d'expansion

Durant cette phase, les IMF performantes concentrent leurs efforts sur l'augmentation de leur échelle d'activité. Leur succès leur permet de capter une large part du marché potentiel et conduit à la réplication de leur modèle par d'autres opérateurs de microfinance. Dit autrement, l'accent est mis sur l'expansion des activités existantes et la mobilisation de ressources pour financer l'expansion, ce qui conduit à des économies d'échelle et à une meilleure efficacité. À ce stade, les IMF continuent à recevoir des subventions et prêts à taux bonifiés pour financer leur croissance. Celle-ci nécessite le renforcement des capacités institutionnelles, en particulier en matière de systèmes de gestion et de procédures.

7.3. Phase de consolidation

Lors de la phase de consolidation, les IMF commencent à se concentrer sur leur rentabilité globale. L'accent est mis sur le renforcement de l'institution dans son ensemble et sur la formalisation de l'organisation. Le contrôle de gestion, les politiques, les procédures et systèmes sont davantage formalisés en établissant des normes sectorielles reconnues. Les subventions au secteur diminuent et les IMF sont donc poussées à améliorer encore leur productivité, à poursuivre leur croissance et à ajuster leur tarification pour garantir leur viabilité. À ce stade, le taux de pénétration des marchés cibles est élevé. La concurrence accrue pousse les IMF à proposer des produits plus souples, plus réactifs à la demande et à introduire de nouveaux produits (assurance, financement de l'habitat, etc.). Certaines IMF s'aventurent sur des marchés encore peu servis.

À la fin de cette phase, un cadre réglementaire spécifique favorable au développement de la microfinance doit être mis en place.

7.4. Phase d'intégration

Dans la phase d'intégration, les principales IMF sont devenues partie intégrante du secteur financier formel, réglementé par la Banque Centrale ou une autre entité spécifique, et offrent une gamme de produits orientés aux clients. Cette intégration est nécessaire pour que le secteur puisse continuer à financer sa croissance en attirant des capitaux de sources commerciales. Cette phase se caractérise notamment par la transformation d'IMF en institutions financières réglementées, par la disparition des subventions au secteur et par l'entrée des banques sur ce marché.

8. Aperçu régional sur les IMF du monde arabe

À partir de quelques études récentes dont notamment les études de *benchmarking* (2000-2009)¹, nous pouvons dégager les caractéristiques suivantes du secteur dans les pays arabes:

- *Une augmentation significative de la portée*: En effet, le nombre d'emprunteurs actifs a été multiplié par plus de 5, passant de 129.000 en 1999 avec un portefeuille de 40 millions de dollars à plus de 710.000 avec un portefeuille de 240 millions dollars à la fin de 2003. Le taux de croissance du nombre de clients diffère énormément d'un pays à l'autre.
- *Une pénétration de marché limitée*: en dépit de l'augmentation du taux de pauvres bénéficiaires des services des IMF (de 3% à 20%), un nombre élevé de pauvres dans ces pays demeurent exclus des services financiers (estimés à 3 millions et seulement 22% de la population rurale bénéficient des services des IMF).
- *Un manque de diversification des produits*: les services de microfinance de la région arabe restent très centrés sur le crédit. Excepté quelques expérimentations de crédit habitat dans certains pays, la plupart des

¹ Ces études portent sur les expériences de huit pays concernés (Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Territoires palestiniens occupés, Syrie, Tunisie, Yémen).

crédits sont octroyés à des micro-entrepreneurs pour les besoins de leurs projets. Les services d'épargne libre et d'assurance sont généralement inexistantes, à l'exception notable du Yémen.

– *L'émergence d'un nouveau leader sur le marché régional*: traditionnellement, c'est l'Égypte qui a toujours été leader sur le marché de la microfinance dans la région. En 2001, cependant, c'est le Maroc qui a pris la tête (42% des parts du marché aujourd'hui).

– *Un accent accru sur les femmes*: augmentation significative de la portée auprès des femmes. Celles-ci représentaient 36% des emprunteurs de la région en 1997 contre 60% aujourd'hui. Étant donné que les femmes constituent la majorité de la population pauvre¹, il n'est pas étonnant que cette hausse s'accompagne d'une augmentation globale de la portée.

– *La prédominance de méthodologies de crédit solidaire*: À l'instar de l'expérience de la *Grameen Bank*, le crédit de groupe est toujours le modèle de crédit prédominant, en particulier au Maroc, en Jordanie et de plus en plus en Égypte.

– *Une bonne application des normes et procédures recommandées*: presque 90 % des emprunteurs actifs dans les différents pays sont servis par des IMF adhérant aux bonnes pratiques et faisant de la pérennité un objectif explicite. Deux exceptions notables sont la Tunisie et la Syrie, où prédominent des programmes appuyés par les gouvernements n'adhérant pas aux bonnes pratiques. Sur les 68 IMF ou programmes de crédit connus dans la région, 17 sont financièrement pérennes, servant 73% des clients actifs de la région.

– *La prédominance du statut d'ONG*: excepté quelques cas notables de banques entrées sur le marché avec succès et de transformations d'IMF, la majorité des IMF de la région sont des ONG dépendantes des subventions des bailleurs pour financer leur croissance.

¹ À titre d'exemple, seulement une femme sur 4 travaille en Tunisie, taux qui est considéré le plus élevé dans le monde arabe.

En conclusion, on peut considérer que le secteur de la microfinance de la région arabe dans son ensemble se trouve dans *la phase d'expansion*. Bien que des progrès considérables aient été accomplis dans la région, il reste encore beaucoup à faire pour pouvoir entrer dans la phase de consolidation. Si beaucoup de lacunes identifiées en 1997 ont été comblées (systèmes et procédures inefficients, exigences excessives de la part des bailleurs, manque de systèmes d'information de gestion), de nouveaux besoins émergent, tels que la nécessité de diversification des produits. Les services d'épargne, de leasing, d'assurance et autres manquent cruellement dans la région. Un besoin considérable de renforcement des capacités se fait également sentir car un certain nombre d'IMF s'orientent davantage sur le service aux clients et élargissent leur gamme de produits et d'autres cherchent à se transformer pour échapper aux contraintes imposées par le statut d'ONG. La dépendance aux bailleurs de fonds est aussi une question importante. Peu d'IMF ont réussi à accéder aux capitaux commerciaux.

Dans le même temps, des programmes subventionnés par les gouvernements continuent à offrir des crédits très bon marché à un grand nombre de bénéficiaires, ce qui provoque une distorsion du marché touchant le secteur dans son ensemble. Enfin, si l'environnement réglementaire dans la plupart des pays ne pose pas d'obstacles majeurs aux opérateurs locaux, des réformes progressives seront nécessaires pour permettre à terme l'intégration de la microfinance dans le système financier formel.

Néanmoins, on doit reconnaître que malgré les efforts impressionnants consentis ces dix dernières années, il n'y a dans le monde arabe qu'une infime minorité des organisations de microfinance existantes susceptibles de répondre aux demandes exprimées tout en s'inscrivant dans un schéma pérenne¹. En effet, même si le nombre de mi-

¹ À titre d'exemple et dans le monde arabe, Sanabel est un réseau régional d'institutions de microfinance créé en septembre 2002, ne compte que 27 institutions membres réparties comme suit: 11 en Egypte, 4 en Jordanie, 2 au Liban, 5 au Maroc, 1 dans les Territoires palestiniens occupés, 1 en Tunisie et 3 au Yémen. Certains pays arabes ne sont pas couverts. Des pays tels que le Soudan, la Somalie et Djibouti ne sont pas traités soit parce que le secteur de la microfinance y est inexistant, soit parce que les initiatives sont rares et limitées. D'autres pays, comme le

cro-entrepreneurs appuyés par ces organisations augmente sans cesse, le taux de couverture demeure faible dans la plupart des pays. En outre, l'accessibilité pour les populations des zones peu densément peuplées (et donc notamment l'essentiel des zones rurales) reste nettement insuffisante. Enfin, peu nombreux sont les pays où on a observé de réelles baisses des taux d'intérêt appliqués aux micro-entrepreneurs et permettant d'enclencher de véritables processus d'accumulation.

D'un autre côté, on ne peut nier les progrès importants réalisés par le secteur de la microfinance. Que ce soit en matière de gestion opérationnelle ou de développement institutionnel, les organisations actives dans ce secteur ne cessent de se professionnaliser en améliorant non seulement leur gestion financière mais aussi l'ensemble de leurs pratiques et outils de gestion.

Parallèlement, à côté des organisations de microfinance au sens strict, on voit apparaître de nouveaux acteurs qui contribuent au renforcement du secteur tels que les banques étatiques (BTS en Tunisie...), les associations professionnelles, les agences de notation et les fonds de placements. Les gouvernements jouent également un rôle clé en se montrant de plus en plus ouverts à la nécessité de penser et de mettre en place des cadres légaux et institutionnels adaptés.

Dès lors, même si certains échecs retentissants existent, il apparaît néanmoins que la microfinance a sa place parmi les politiques d'appui aux micro-entrepreneurs des pays en développement.

Bahrayn, bien que possédant quelques expérimentations, ont une expérience peu comparable du fait du niveau de revenu par habitant plus élevé dans les Etats du Golfe.

9. L'expérience d'une IMF tunisienne: ENDA inter arabe¹

9.1. ENDA inter arabe (enda-ia): naissance et extension géographique

Entre 1970 et 1985, l'Ouest du district de Tunis, zone rurale à l'origine, a vu une explosion urbaine de l'habitat spontané (32% de l'espace du district de Tunis à l'époque). Le manque d'infrastructures et de services sociaux conséquents a engendré une vulnérabilité de ces quartiers en termes de chômage, et d'insécurité. Des mesures ont été alors prises par les pouvoirs publics dans le cadre de projets urbains afin de réhabiliter ces zones et répondre aux problèmes causés par ces implantations anarchiques.

Dans ce contexte, Enda-ia a mené une enquête socio-économique en 1992 sur laquelle elle a appuyé son expérience de développement dans la commune de "Hay Ettadhamen", l'agglomération la plus importante de la ceinture périurbaine de Tunis Ouest. Elle a dès lors mis en place le centre communautaire, "Espace 21", ciblant essentiellement des jeunes au chômage et des femmes. Elle y organisait des cercles d'information et de sensibilisation sur différentes questions telles que la santé et l'environnement, des cours d'alphabétisation, des programmes d'intégration et de formation professionnelle ainsi que des ateliers d'expression par le dessin, la danse, la musique, etc.

Les enseignements tirés de cette expérience ont forgé la vision de Enda-ia. Et en vue de valoriser le savoir-faire des femmes privées de moyens, elle a lancé en 1995 les premières opérations d'octroi de microcrédit leur donnant la possibilité de financer de petites activités génératrices de revenus. Les premières agences créées dans ce cadre étaient celles de Mnihla et Douar Hicher.

¹ ENDA (abréviation anglaise pour Action pour l'environnement et le développement) est un concept né à Stockholm (Suède) lors de la Conférence des Nations unies sur l'environnement en 1972. Lors de cette même Conférence, le forum des ONG a fait remarquer que sans développement dans les pays du Sud il ne saurait y avoir d'environnement. Ainsi est né en 1974 un programme de formation "Environnement et développement" dit ENDA. En 1985, est née au Sénégal ENDA Tiers-monde pour l'Afrique avec 60 unités spécialisées, chacune, dans un domaine quelconque (santé, sida, environnement, désertification, etc.). ONG, ENDA inter arabe est, née en 1990 pour devenir la première institution en Tunisie à avoir importé le modèle international de la microfinance.

Depuis, l'extension géographique de Enda-ia s'est limitée aux agglomérations populaires à la périphérie de Tunis Ouest. Trois agences ont été ouvertes en 2000 à Hrairia, Zouhour et Sidi Hassine et deux autres en 2003 à Kabaria et médina ; dans un rayon de 6 km de Hay Ettadhamen. Durant l'année 2003 et après avoir atteint l'autosuffisance, développé son Système de Gestion d'Information et maîtrisé la méthodologie d'octroi des prêts, enda a progressivement lancé une stratégie ambitieuse d'extension visant d'autres quartiers défavorisés de la capitale, ainsi que des villes de l'intérieur du pays. Deux agences ont été ouvertes en 2004 à Sousse et Gafsa.

En 2005, le réseau s'est élargi et a atteint presque toutes les régions: Gabes et Sfax (Sud), Kasserine et Sidi Bouzid (Centre) et Jendouba (Nord Ouest). À partir de 2006, la stratégie était de s'orienter de plus en plus vers les zones rurales afin de servir une population plus vulnérable et exclue du système financier. Ainsi, la structure des antennes a nettement varié et l'ouverture des agences de Tebourba, Grombalia, Béjà, Le kef, Siliana, Bir Lahfay et Tozeur a fait que le taux des antennes «rurales» atteigne 34% du réseau Enda inter-arabe.

En 2007, un ralentissement de la croissance de cette extension dans les zones rurales a été observé pour améliorer l'intervention auprès de cette nouvelle cible.

En 2008, plusieurs études internes ont été menées afin de mieux comprendre les besoins de la population rurale, dont notamment celle relative au marché du milieu rural en Tunisie pour l'offre de microcrédit, ayant pour objectif de s'adapter aux risques liés à ce milieu.

En 2010, le réseau de Enda-ia compte 60 agences opérant dans 123 délégations. Chacune couvre un rayon de 15 km environ assurant ainsi la proximité des clients et la maîtrise des coûts de déplacement.

9.2. Enda: évaluation de son expérience

9.2.1. Principe et remboursement

Partant du principe que le microcrédit est destiné aux personnes non bancables (qui ne peuvent avoir recours normal à la banque), il est attribué à toute personne ayant un projet, ou une idée, soit une activité génératrice de revenus viables. Sans garantie, le microcrédit, que

l'on peut obtenir en 24 heures, va progressivement de 200 dinars jusqu'à 5 mille dinars.

Cette condition vise trois buts : ne pas enfoncer le client dans l'endettement qu'il pourrait ne plus savoir gérer, limiter donc le risque du non recouvrement par Enda-ia, et surtout habituer le client au remboursement, ce qui ferait de lui un client fidèle ayant la possibilité de prétendre, au terme de chaque remboursement à temps de son crédit, à un deuxième, puis un troisième, etc., crédit.

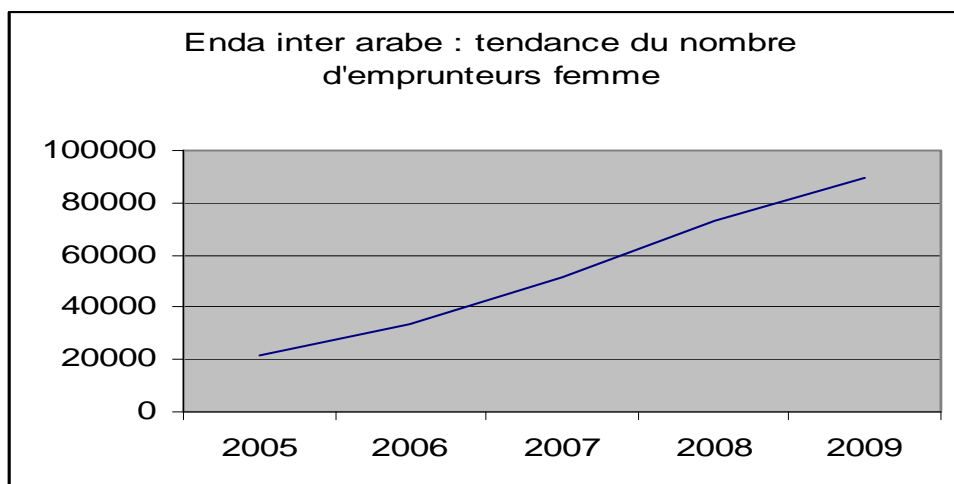
Chez Enda-ia, le microcrédit est remboursé sur 6-7 mois à un taux d'intérêt de 2% fixes par mois (chaque mois on paie le principal et le coût du prêt, les 2%).

Une autre condition pour le bénéfice d'un microcrédit mais qui ne constitue plus un vrai obstacle : c'est d'être dans une région couverte par Enda-ia. Or, celle-ci est pratiquement présente à travers ses 40 antennes dans maintes régions¹.

9.2.2. *Les clients de Enda-ia*

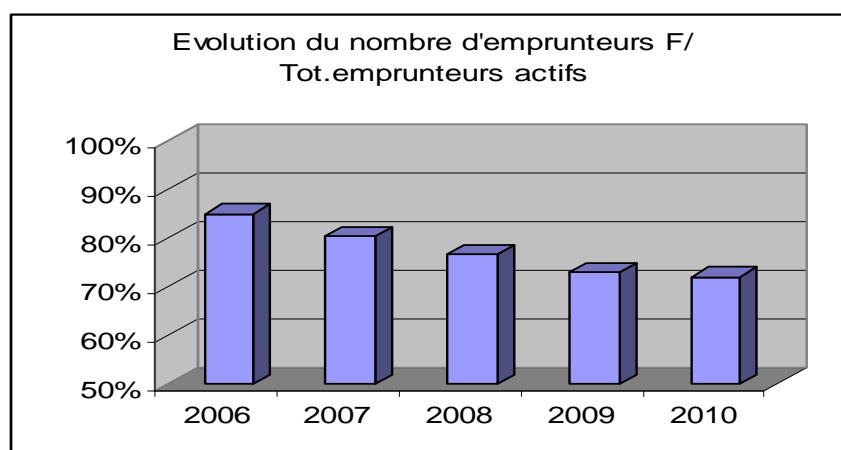
Les clients de enda-ia sont quasi exclusivement des femmes. Le nombre d'emprunteurs féminin ne cesse d'augmenter durant la période 2005-2009 atteignant le nombre de 89820 en 2009 enregistrant un taux d'accroissement moyen de 317%:

¹ Les antennes de ENDA: ENDA est présente à: Ettadhamen, El Omrane, Ariana, Douar Hicheri, Oued Ellil, Tébourba, Hrairia, Ezzouhour, Sidi Hassine, Medina, Kabaria, La Marsa, Le Kram, Mhamdia, Ben Arous, Bizerte, Grombalia, Nabeul, Jendouba, Béja, Le Kef, Tejerouine, Siliana, Kairouan, Akouda, Sousse, Msaken, Moknine, Sfax, Jbeniana, Sidi Bouzid, Bir Leh'fay, Kasserine, Feriana, Gafsa, Metlaoui, Gabès, Tozeur et Jerba.



Source: Download Annual Data, Mix Market, 2011

En terme de pourcentage (nombre d'emprunteurs actifs femmes / nombre d'emprunteurs actifs), nous notons que ce taux, bien qu'il reste fidèle à la caractéristique «féminine» avec plus que 70% sur toute la période, il a enregistré une baisse à partir de 2007 jusqu'à 2010 atteignant sa valeur la plus faible de 71,94% en 2010:



Source: Download Annual Data, Mix Market, 2011

9.2.3. Les secteurs d'activité de Enda-ia

Le commerce (acheter pour vendre), 60% des clients de ENDA sont donc de petits commerçants (produits d'entretien, épiciers, pâtisseries,

etc.). À cette catégorie, on apprend à tenir une comptabilité pour ne pas confondre capital, charges et besoins propres). Les autres, 40%, sont constitués par *les services* (coiffeurs, petits photographes et notamment les artisans...). À cette catégorie, est dispensée une formation spécifique pour l'amélioration de la qualité à dessein de pouvoir exporter selon les normes internationales.

En 2007, les clients actifs de Enda-ia (actif: qui dispose d'un crédit en cours de remboursement) sont au nombre de 62 mille personnes. Avec le cumul (depuis sa création), ENDA a octroyé 270 mille crédits pour un montant global cumulé de 128 millions de dinars. L'Organisation estime à 95% le taux de remboursement à terme¹.

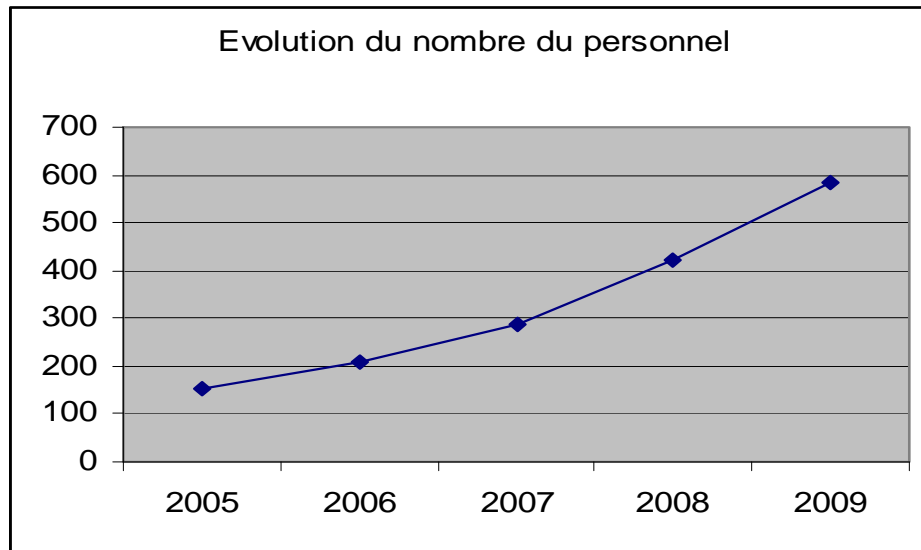
Au cours de cette même année, l'expérience a montré que sur les 62 mille clients de Enda-ia, environ 20 mille ont réellement la capacité d'évoluer vers la petite entreprise. Sur les 40 mille restants, 85% semblent se contenter de leur situation, cependant que 15% n'ont enregistré aucune amélioration.

Le suivi et le contrôle de ses clients a permis à Enda-ia de diversifier ses produits tels que: le prêt rapide (Ramadan, Aïd, etc.) remboursable sur 3-4 mois; le prêt logement (Amélioration ou entretien quelconque du logement) remboursable jusqu'à 36 mois; et les prêts pour des occasions ponctuelles (rentrée scolaire ou autre): 100 dinars par enfants remboursables sur dix mois. En cas de décès ou d'incapacité du client, Enda-ia prend en charge le reliquat du prêt en plus d'une indemnité pour la famille.

9.2.4. *Le personnel de Enda-ia*

En matière d'emploi, Enda-ia participe dans la résorption du chômage en multipliant le nombre de son personnel d'une année à l'autre en atteignant le nombre de 584 employés en 2009:

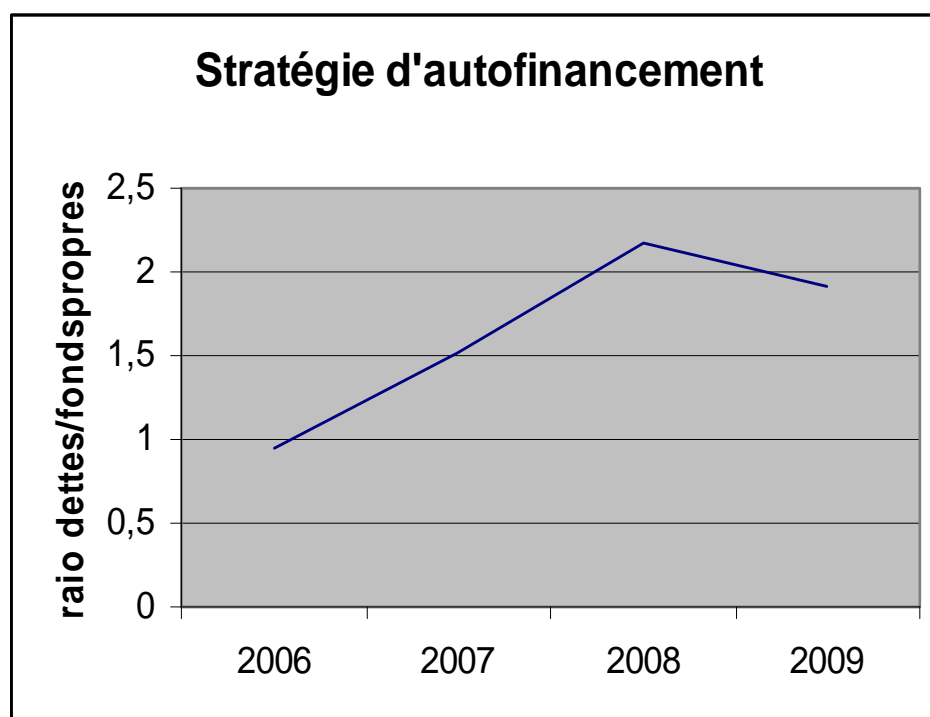
¹ Contrairement à la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS), les clients de ENDA sont des femmes à concurrence de 80%, et des hommes pour le reste.



Source: Download Annual Data, Mix Market, 2011

9.2.5. Financement de enda-ia

Jusqu'à 2003, année lors de laquelle Enda-ia est devenue autonome financièrement et n'a plus donc recours aux subventions (figure suivante), l'Organisation, qui emploie 360 personnes à fin 2007, a bénéficié au départ de dons (coopération, bailleurs de fonds, etc.) s'élevant à 4 millions de dinars : 2 MD pour les crédits, et 2 MD pour le fonctionnement. Depuis 2005, elle a recours à des prêts commerciaux pour augmenter le capital nécessaire à l'expansion de ses activités. Pour schématiser, on peut avancer que ENDA est une banque qui emprunte de l'argent chez les banques pour octroyer des crédits à ses clients non bancables.



Source: Download Annual Data, Mix Market, 2011

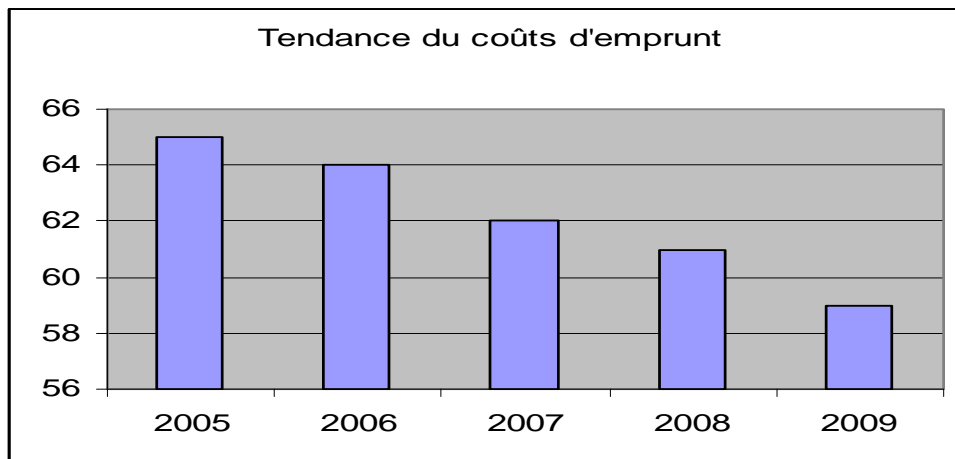
9.2.6. Résultats et acquis de Enda-ia:

Enda-ia enregistre un haut niveau de performance grâce à une rentabilité élevée, une excellente qualité de portefeuille, une décentralisation de ses opérations, une spécialisation de ses agents de crédit ainsi qu'une gestion rigoureuse de ses co-fondateurs¹. Elle a réussi à maîtriser le ratio coût/emprunt enregistrant une baisse de 9,2% entre 2005 et 2009:

Il est à signaler aussi que Enda-ia est classée 18ème parmi les 100 IMF les plus performantes du monde, avec une moyenne sur l'ensemble des indicateurs de 78,38%, selon le dernier rapport du «*Microfinance Information Exchange, 2008-Top 100 des IMF dans le*

¹ En octobre 2008, *Micro Rate*, première agence internationale de notation des institutions de la microfinance, a accordé la note "A" à cette association Enda pour ses performances financières et la mention "excellent" pour ses réalisations sociales. Cette note lui a valu la première place parmi les institutions de microfinance en Afrique et dans le monde arabe.

monde», qui vient d'être publié à Washington (USA). En 2007, Enda-ia était classée 30ème. Ce classement, qui se base sur un échantillon de 971 institutions de microfinance dans le monde, a pour objectif de mettre en avant les institutions dont la portée, l'efficacité et la transparence sont manifestes. Enda-ia a ainsi obtenu ce classement principalement en fonction de quatre critères : taux de pénétration du marché (8,2%), croissance importante en nombre de clients actifs (63%), capacité à maintenir le coût de ses crédits bas par rapport au PIB per capita (2%) et transparence de ses données financières. Dans ce rapport, Enda-ia occupe la troisième place parmi 13 institutions de microfinance dans le monde arabe à figurer dans ce top 100.



Source: Download Annual Data, Mix Market, 2011

10. Conclusion

Dans l'ensemble, la microfinance arabe se développe beaucoup plus rapidement que dans d'autres régions du monde. Malgré son jeune âge, elle touche en moyenne une population plus importante que celle atteinte par le reste du monde et avec des prêts plus aptes aux besoins des couches pauvres. Son activité dégage un rendement qui dépasse les normes globales. On pourrait avancer que la microfinance arabe a franchi la porte de la viabilité financière, grâce à un bas niveau de charges et à l'inexistence de pertes sur son portefeuille client.

Toutefois, la jeunesse du secteur se fait remarquer autrement. Le service aux clients reste limité au prêt, et même encore à des prêts micro-entreprises. L'offre de produits d'épargne est interdite par la réglementation en vigueur dans la majorité des pays de la région. Les autres services, tels que le transfert d'argent et l'assurance, sont inconnus des IMF arabes. Sans recours aux dépôts du public et avec faible accès aux emprunts bancaires, ces institutions restent souvent coupées de leurs secteurs financiers locaux. La majorité d'entre elles se financent par des subventions des bailleurs publics.

On peut considérer que le secteur de la microfinance de la région arabe dans son ensemble se trouve dans *la phase d'expansion*. Bien que des progrès considérables aient été accomplis dans la région, il reste encore beaucoup à faire pour pouvoir entrer dans la phase de consolidation.

Si beaucoup de lacunes identifiées au début ont été comblées (systèmes et procédures inefficients, exigences excessives de la part des bailleurs, manque de systèmes d'information de gestion), de nouveaux besoins émergent, tels que la nécessité de diversification des produits. Les services d'épargne, de leasing, d'assurance et autres manquent cruellement dans la région. Un besoin considérable de renforcement des capacités se fait également sentir car un certain nombre d'IMF s'orientent davantage sur le service aux clients et élargissent leur gamme de produits et d'autres cherchent à se transformer pour échapper aux contraintes imposées par le statut d'ONG. La dépendance aux bailleurs de fonds est aussi une question importante. Peu d'IMF ont réussi à accéder aux capitaux commerciaux.

Dans le même temps, des programmes subventionnés par les gouvernements continuent à offrir des crédits très bon marché à un grand nombre de bénéficiaires, ce qui provoque une distorsion du marché touchant le secteur dans son ensemble. Enfin si l'environnement réglementaire dans la plupart des pays ne pose pas d'obstacles majeurs aux opérateurs locaux, des réformes progressives seront nécessaires pour permettre à terme l'intégration de la microfinance dans le système financier formel.

Néanmoins, on doit reconnaître que malgré les efforts impressionnants consentis ces dix dernières années, il n'y a dans le monde arabe qu'une infime minorité des organisations de microfinance existantes

susceptibles de répondre aux demandes exprimées tout en s'inscrivant dans un schéma pérenne¹. En effet, même si le nombre de micro-entrepreneurs appuyés par ces organisations augmente sans cesse, le taux de couverture demeure faible dans la plupart des pays. En outre, l'accessibilité pour les populations des zones peu densément peuplées (et donc notamment l'essentiel des zones rurales) reste nettement insuffisante. Enfin, peu nombreux sont les pays où on a observé de réelles baisses des taux d'intérêt appliqués aux micro-entrepreneurs et permettant d'enclencher de véritables processus d'accumulation.

D'un autre côté, on ne peut nier les progrès importants réalisés par le secteur de la microfinance. Que ce soit en matière de gestion opérationnelle ou de développement institutionnel, les organisations actives dans ce secteur ne cessent de se professionnaliser en améliorant non seulement leur gestion financière mais aussi l'ensemble de leurs pratiques et outils de gestion.

Parallèlement, à côté des organisations de microfinance au sens strict, on voit apparaître de nouveaux acteurs qui contribuent au renforcement du secteur. Les associations professionnelles, les agences de notation et les fonds de placements sont de ceux-là. Les gouvernements jouent également un rôle clé en se montrant de plus en plus ouverts à la nécessité de penser et de mettre en place des cadres légaux et institutionnels adaptés.

Dès lors, même si certains échecs retentissants existent, il apparaît néanmoins de mieux en mieux que la microfinance a sa place parmi les politiques d'appui aux micro-entrepreneurs des pays en développement.

¹ À titre d'exemple et dans le monde arabe, Sanabel est un réseau régional d'institutions de microfinance créé en septembre 2002, il ne compte que 27 institutions membres réparties comme suit: 11 en Egypte, 4 en Jordanie, 2 au Liban, 5 au Maroc, 1 dans les Territoires palestiniens occupés, 1 en Tunisie et 3 au Yémen. Certains pays arabes ne sont pas couverts. Des pays tels que le Soudan, la Somalie et Djibouti ne sont pas traités soit parce que le secteur de la microfinance y est inexistant, soit parce que les initiatives sont rares et limitées. D'autres pays, comme le Bahrayn, bien que possédant quelques expérimentations, ont une expérience peu comparable du fait du niveau de revenu par habitant plus élevé dans les Etats du Golfe.

Bibliographie

- Brandsma, Judith – Burjorj, Deena. *Microfinance in the Arab States. Building inclusive financial sectors*, New York, UNCDF, 2004, <http://www.uncdf.org/sites/default/files/Download/mf_arabstates.pdf>.
- Brown, Warren. "Microinsurance - the risks, perils and opportunities", in *Small Enterprise Development*, vol. 12/1, march 2001, pp. 11-24, <<http://dx.doi.org/10.3362/0957-1329.2001.005>>.
- Daru, Patrick – Beemsterboer, Erik – Churchill, Craig F. "La servitude pour dette et la finance solidaire comme mode de lutte et de prévention: leçons préliminaires d'un projet du Bureau International du Travail en Asie du Sud", dans Isabelle Guerin- Jean-Michel Servet (éd.s), *Exclusions et liens financiers. Rapport du Centre Walras 2003*, Paris, Economica, 2004, pp. 183-211.
- Ferguson, Bruce. "Housing microfinance - a key to improving habitat and the sustainability of microfinance institutions", in *Small Enterprise Development*, vol. 14/1, march 2003, pp. 21-31, <<http://dx.doi.org/10.3362/0957-1329.2003.006>>.
- Fouillet, Cyrill. "L'évaluation d'impact en microfinance: proposition d'une grille de lecture", dans Guerin, Isabelle.- Jean-Michel Servet (éd.s). *Exclusions et liens financiers. Rapport du Centre Walras 2003*, Paris, Economica, 2004, pp. 561-592.
- Haley, Barbara - Jonathan Morduch. "Microfinance et réduction de la pauvreté: quel est le résultat?", dans Isabelle Guerin- Jean-Michel Servet (éd.s). *Exclusions et liens financiers. Rapport du Centre Walras 2003*, Paris, Economica, 2004, pp. 549-560.
- Labie, Marc. "Microfinance et fonds de placement: quelles sont les types d'articulation envisageables et comment peut-on les évaluer?", dans Actes des 8^{èmes} journées scientifiques du réseau Entrepreneurial de l'Agence Universitaire de la Francophonie, (Rouen, mai 2003a), ULB Institutional Repository, 2007, pp. 369-377, <<http://ideas.repec.org/p/ulb/ulbeco/2013-14417.html>>.
- Lapenu, Cécile. "La gouvernance en microfinance: grille d'analyse et perspectives de recherche", dans *Revue Tiers Monde*, vol. 43, n. 172, 2002, pp. 847-865,

- <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_129_3-8882_2002_num_43_172_1655>.
- Lelart, Michel. "L'évolution de la finance informelle et ses conséquences sur l'évolution des systèmes financiers", in *Mondes en Développement*, n. 119, 2002/3, pp. 9-20, <<http://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2002-3.htm>>.
- Mees, Marc. "Quel impact pour la microfinance? L'expérience de SOS Faim", dans *Techniques Financières et Développement*, n. 73, décembre 2003, pp. 28-32.
- Montalieu, Thierry. "Les institutions de micro-crédit: entre promesses et doutes quelles pratiques bancaires pour quels effets?", dans *Mondes en Développement*, n. 119, 2002/3, pp. 21-32, <<http://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2002-3.htm>>.
- Morduch, Jonathan. "The Microfinance Promise", dans *Journal of Economic Literature*, vol. 37, n. 4, december 1999, pp. 1569-1614, <<http://www.aeaweb.org/articles.php?doi=10.1257/jel.37.4.1569>>.
- Peck Christen, Robert – Rosenberg, Richard. "Regulating microfinance - the options", dans *Small Enterprise Development*, vol. 11/4, december 2000, pp. 4-23, <<http://dx.doi.org/10.3362/0957-1329.2000.039>>.
- Simanowitz, Anton. "Quelles méthodologies pour évaluer l'impact de la microfinance? Une diversité de méthodes pour une diversité d'objectifs", dans Isabelle Guerin.- Jean-Michel Servet (éd.s). *Exclusions et liens financiers. Rapport du Centre Walras 2003*, Paris, Economica, 2004, pp. 607-665.
- Zeller, Manfred - Lapenu, Cécile - Greeley, Martin. *Measuring social performance of microfinance institutions: A proposal. Social Performance Indicators Initiative (SPI) Final Report*, Argidius Foundation & Consultative Group to Assist the Poorest (CGAP), October 2003, <<http://www.cerise-microfinance.org/publication/pdf/impact/SPI-summary.pdf>>.

